

ramses 2022

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



AU-DELÀ DU COVID

- SORTIR DU COVID
- LA COURSE À LA PUISSANCE
- 30 ANS APRÈS LA CHUTE, L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

DUNOD

Terrorisme : vingt ans après



Tout ça pour ça ?

Vingt ans après le 11 Septembre, le terrorisme a muté sous des formes diverses, s'est diffusé dans des géographies nouvelles. Globalement en échec par rapport à ses objectifs officiels, la guerre contre le terrorisme se donne désormais pour objectif de le contenir, plus que de l'éradiquer.

Quelques mois après son arrivée à la Maison-Blanche, Joe Biden a annoncé que les troupes américaines quitteraient l'Afghanistan avant le 11 septembre 2021, soit vingt ans après les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone. Le choix de cette date symbolique est étrange, tant il souligne l'incapacité des États-Unis à remplir leurs objectifs stratégiques de 2001. Loin d'être éradiqués, les Talibans apparaissent aujourd'hui comme l'acteur fort en Afghanistan. Plus inquiétant encore, un rapport d'un des principaux *think tanks* américains – le Center for Strategic and International Studies (CSIS) – estime que les combattants djihadistes sont aujourd'hui deux à trois fois plus nombreux dans le monde qu'il y a deux décennies.

La guerre contre le terrorisme – en dépit d'un coût humain et financier faramineux – n'aurait-elle servi à rien ? Certes non. Les chefs d'Al-Qaïda et de Daech ont été traqués et éliminés les uns après les autres, l'action des djihadistes est toujours plus contrainte, et aucun attentat de l'ampleur du 11 Septembre n'a eu lieu depuis vingt ans. Dans les pays occidentaux, le risque de mourir dans une attaque terroriste est infime, même si la menace persiste. Comprendre ce bilan en demi-teinte suppose de s'intéresser à la fois aux limites de l'action militaire internationale et aux raisons de la résilience de l'adversaire.

Les limites des interventions militaires occidentales

La guerre globale contre le terrorisme déclenchée par George W. Bush avait plutôt bien commencé pour Washington. Les gouvernements du monde entier avaient exprimé leur solidarité avec le peuple américain et une large coalition avait été réunie pour punir le régime des Talibans, coupable d'avoir hébergé et refusé de livrer Oussama Ben Laden. Dès la fin 2001, ce régime était balayé par la première puissance militaire mondiale et ses alliés, les camps d'entraînement d'Al-Qaïda détruits, et environ 80 % des combattants de ce groupe neutralisés. Ben Laden et son adjoint, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, n'ont pas été tués, mais ils ont dès lors dû survivre dans la clandestinité et sous la menace constante d'une élimination ciblée.

Les États-Unis n'ont toutefois pas su convertir la victoire initiale en succès durable. Trois erreurs majeures ont contribué à la prolongation de la guerre globale contre le terrorisme. Tout d'abord, l'après-guerre n'a pas été suffisamment préparé, et les Américains ne se sont pas assez investis dans la reconstruction et la stabilisation de l'Afghanistan, déléguant largement cette tâche à leurs alliés, aux bailleurs internationaux et aux organisations non gouvernementales. Ce qui partait d'une bonne intention : la volonté de ne pas apparaître comme une puissance occupante ; mais la mauvaise gouvernance et la corruption ont continué à gangréner le pays, permettant aux Talibans de promouvoir leur modèle alternatif.

Les Américains ont, de plus, eu recours à des méthodes controversées : éliminations ciblées à l'aide de drones – qui n'ont pas manqué d'occasionner des « dommages collatéraux » –, ouverture du camp de Guantanamo pour la détention de « combattants illégaux », mise en place des *blacks sites* de la Central Intelligence Agency (CIA), où étaient employées des techniques d'interrogatoire s'apparentant à la torture, etc. Ces dérives ont terni le blason de l'Amérique, lui faisant perdre une partie du capital de sympathie acquis lors du 11 Septembre.

Enfin, l'invasion de l'Irak en 2003 et le renversement de Saddam Hussein ont eu un effet profondément déstabilisant pour le Moyen-Orient, et leurs conséquences se font sentir jusqu'à aujourd'hui. Ils ont non seulement fait s'effondrer la cote de popularité des États-Unis dans le monde musulman, mais de surcroît permis à Al-Qaïda de se relancer après la débâcle afghane. En 2004, la première « filiale » régionale d'Al-Qaïda y a été créée par Abou Moussab al-Zarkaoui. Ce dernier a été tué deux ans plus tard et, dès 2006, ses deux successeurs ont rebaptisé cette organisation « État islamique d'Irak ». Ils ont eux-mêmes été éliminés en 2010 puis remplacés par Abou Bakr al-Baghdadi, futur émir de Daech, proclamé calife en 2014.

Durant ces vingt ans de guerre contre le terrorisme, différentes approches militaires ont été mises en œuvre : changement de régime (*regime change*), contre-insurrection, « contre-terrorisme-plus », formation de supplétifs, etc. Les succès tactiques ont été nombreux, mais la victoire stratégique se fait attendre.

La résilience de l'adversaire

Le bilan en demi-teinte de la *global war on terror* s'explique aussi par la compétence de l'adversaire. Les djihadistes ont fait preuve, ces deux dernières décennies, d'une remarquable capacité à durer, qui s'explique notamment par leur aptitude à innover.

Cette faculté d'innovation s'observe à différents niveaux. Sur le plan organisationnel, Al-Qaïda a su muter pour survivre, misant sur une double stratégie de décentralisation : d'une part, après l'Irak, d'autres « filiales » ont vu le jour au Maghreb, dans la péninsule arabique ou encore dans le sous-continent indien ; d'autre part, la diffusion de propagande et de modes opératoires sur internet a engendré une forme de décentralisation plus poussée, suscitant un « terrorisme d'inspiration » individuel dans les pays occidentaux.

Au niveau stratégique, Al-Qaïda a su innover pour surprendre ses adversaires. Les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone en sont la meilleure illustration : nul n'imaginait avant le 11 Septembre que la première puissance mondiale pût ainsi être frappée au cœur, ni qu'un seul attentat pût faire des

milliers de morts. La perception du terrorisme en a été durablement changée. La mouvance djihadiste a non seulement démontré son aptitude à imposer des surprises stratégiques ; elle a aussi fait la preuve de sa capacité à profiter de chocs géopolitiques qu'elle n'avait pas créés. Le meilleur exemple en est son exploitation du chaos en Syrie et en Libye, à la suite des soulèvements populaires de 2011.

Au niveau tactique enfin, Al-Qaïda et la mouvance djihadiste ont aussi montré toute leur imagination. La variété des camouflages d'engins explosifs improvisés, le bricolage de drones armés, ou encore l'utilisation quasi industrielle de véhicules-suicides en sont des illustrations. Le cyber a été un autre champ où Al-Qaïda et Daech ont déployé leurs capacités d'adaptation, évoluant avec une flexibilité remarquable des sites web classiques d'il y a vingt ans aux applications chiffrées d'aujourd'hui, en passant par les forums et les réseaux sociaux.

Et maintenant ?

Si la mouvance djihadiste internationale est résiliente, elle n'est pas en mesure d'atteindre ses objectifs stratégiques. Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri ne sont pas parvenus à « chasser les juifs et les croisés » de la péninsule arabique, pas plus qu'ils n'ont réussi à renverser les gouvernements « apostats » du monde musulman. Quant au califat de Daech, il s'est effondré après quelques années d'existence. Mais en dépit de ces échecs, les djihadistes ne sont pas prêts de s'avouer vaincus. Dès lors, la menace risque de perdurer, même s'il est peu probable que la guerre contre le terrorisme se poursuive selon les mêmes modalités qu'au cours des vingt dernières années.

En effet, les États-Unis sont lassés par deux décennies de « guerres lointaines » et coûteuses. Ils souhaitent visiblement clore le chapitre de la *global war on terror*, pour se concentrer sur d'autres enjeux : montée en puissance de la Chine, gestion des conséquences de la crise du Covid, changement climatique, etc. Dans ce contexte, et sauf nouveau choc de l'ampleur du 11 Septembre, Washington renoncera aux grandes opérations militaires comme celles de 2001 en Afghanistan, de 2003 en Irak, ou de 2014 en zone syro-irakienne. L'accent sera mis sur l'« empreinte légère », déjà promue par Joe Biden lorsqu'il était vice-président de Barack Obama. La triade renseignement-drones-forces spéciales constituera probablement le cœur du contre-terrorisme des prochaines années.

Cette approche légère offre une certaine mobilité stratégique aux États-Unis et pourrait leur permettre d'intervenir rapidement si un nouveau foyer djihadiste venait à émerger. Les pays déstabilisés où cette mouvance pourrait remonter en puissance ne manquent pas, de la Libye à l'Afghanistan en passant par le Yémen, ou encore la zone syro-irakienne. Depuis la chute du califat de Daech, le centre de gravité du djihadisme semble toutefois se déplacer vers le sud. En Afrique, trois fronts focalisent l'attention : la bande sahélo-saharienne, le bassin du lac Tchad, et la Corne de l'Afrique. Dans ces trois espaces, des affidés de l'État islamique et d'Al-Qaïda sont actifs. Et d'autres zones ont récemment suscité l'inquiétude, à l'instar du nord du Mozambique.

Il n'est cependant pas certain que les partisans de la nébuleuse djihadiste cherchent à créer un nouveau sanctuaire. S'ils ont retenu la leçon des deux dernières

décennies, ils savent que la communauté internationale n'est pas prête à tolérer un proto-État terroriste. En outre, être discrètement présents sur un territoire sans le gouverner constitue au moins deux avantages majeurs pour des combattants irréguliers : ils peuvent d'une part passer plus facilement sous les écrans radars du contre-terrorisme et, d'autre part, n'ont pas à rendre de comptes à la population.

Sur ces deux plans, Al-Qaïda apparaît d'ailleurs plus habile que Daech. Les groupes qaïdistes ont en effet appris à nouer des alliances locales et à s'insérer dans le tissu social. Un exemple de cette méthode est donné par le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM) au Sahel. La branche saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) y côtoie les Touaregs d'Ansar Dine et les Peuls de la katiba Macina. Le RVIM ne peut être considéré comme un simple groupe terroriste : il s'agit davantage d'un mouvement insurrectionnel portant un projet politico-religieux concurrent de celui des États sahéliens, et qui prospère sur la mauvaise gouvernance.

Au Sahel comme sur d'autres théâtres, le contre-terrorisme enregistre des succès réguliers. L'émir d'AQMI a été tué par les forces françaises au Mali à l'été 2020. La même année, le chef d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique a été éliminé, ainsi que le numéro 2 d'Al-Qaïda, l'Égyptien Abdullah Ahmed Abdullah (Abu Mohammed al-Masri), assassiné en Iran. Toutefois, au fil des années, les différentes filiales d'Al-Qaïda ont montré leur capacité à se régénérer après la perte de leurs dirigeants. Il est peu probable qu'il en aille différemment cette fois-ci. Pour les armées occidentales, cette situation est usante et fait résonner le mythe de Sisyphe.

Voici vingt ans, George W. Bush annonçait que la guerre contre le terrorisme ne s'arrêterait que lorsque tous les « groupes terroristes de portée globale » auraient été défaits. L'objectif n'a pas été atteint, mais les États-Unis souhaitent désormais tourner la page de ce long conflit. Il est désormais clair que ni le terrorisme comme mode d'action ni le djihadisme comme mouvance idéologique ne pourront être éradiqués dans un avenir proche. À condition de ne pas abandonner la lutte, ils peuvent toutefois encore être endigués.

M. H. & É. T.

Pour en savoir plus :

- M. Hecker et É. Tenenbaum, *La Guerre de vingt ans. Djihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 2021.
- S. G. Jones, C. Vallee, D. Newlee *et al.*, « The Evolution of the Salafi-Jihadist Threat », Center for Strategic and International Studies, 2018.
- M. Levitt, « Rethinking U.S. Efforts on Counterterrorism: Towards a Sustainable Plan Two Decades After 9/11 », *Policy Notes*, n° 99, The Washington Institute for Near East Policy, 8 mars 2021.